

Version provisoire

QUAND LA CHINE FINANCE L'AMERIQUE LATINE

Jean-Raphaël Chaponnière, Pierre Salama

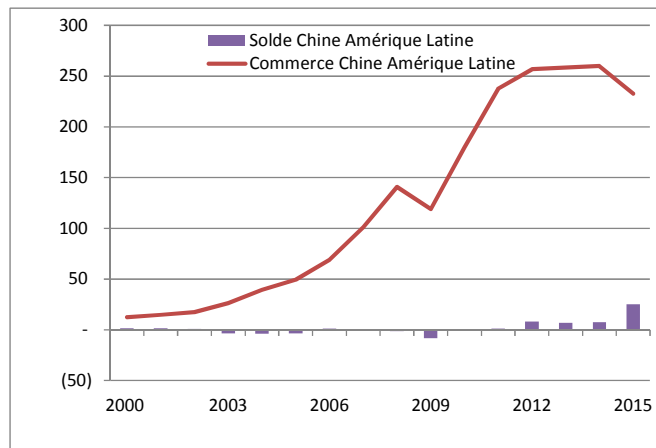
Très peu présente en Amérique Latine au début des années 1990, la Chine est un partenaire aussi important que l'Union Européenne. Elle a conclu des partenariats stratégiques avec le Chili, le Venezuela et le Brésil. L'intensification des relations économiques a accompagné une période de croissance soutenue de l'Amérique Latine qui s'est achevée avec d'une part le ralentissement de la croissance chinoise, qui reste encore élevée, alors qu'elle a fortement ralenti en Amérique Latine où plusieurs pays connaissent une crise ouverte. L'écart de revenu entre la Chine et l'Amérique Latine s'est érodé et le revenu chinois (parité de pouvoir d'achat) est désormais proche du revenu brésilien. Après avoir mesuré l'empreinte économique de la Chine sur l'Amérique Latine, cet article analysera de façon plus détaillée les conséquences de l'intensification des relations avec la Chine sur le Brésil. Enfin une troisième partie explorera les perspectives à court et moyen terme des relations entre la Chine et l'Amérique Latine

I L'EMPREINTE ECONOMIQUE DE LA CHINE EN AMERIQUE LATINE

De « gagnant-gagnant » à « perdant-perdant »

Hormis Cuba, le commerce entre l'Amérique Latine et la Chine débute après la normalisation des relations entre Pékin et Washington (1971) et atteint le milliard de dollars en 1980. La Chine était alors un partenaire commercial très modeste de l'Amérique Latine d'où elle importait des ressources naturelles et un pourcentage non négligeable de produits manufacturés et vers où elle exportait du charbon et des textiles. Les commentateurs étaient optimistes quant aux retombées de ce commerce « Sud-Sud » pour l'Amérique Latine plus industrialisée que la Chine. C'est l'inverse qui s'est produit. En 1980, la valeur ajoutée du secteur manufacturier chinois était la moitié de celle de l'industrie latino-américaine; dix ans plus tard, elle l'avait rattrapé; en 2015, elle se classe à la première place mondiale et elle est trois fois celle de l'Amérique Latine. En outre, la Chine investit (en dollars) trois fois plus que les États-Unis dans le secteur manufacturier, huit fois plus que l'Allemagne et dix fois plus que le Brésil ; ses dépenses de R&D (en dollars) sont les secondes au monde.

Graphique 1 Commerce Chine - Amérique Latine et solde de la Chine
En milliards de dollars



Source : Global Trade Atlas

Entre 2000 et 2013, brièvement interrompu par la crise de 2008, le commerce entre la Chine et l'Amérique Latine a été multiplié par vingt en dollar. Après une pause en 2014, il s'est contracté de 11 % en 2015 et de 16 % au premier trimestre 2016. De « gagnant-gagnant », il est devenu « perdant-perdant », exportations et importations se contractent et l'excédent chinois augmente.

La divergence des trajectoires manufacturières et l'appétit chinois de matières premières, ont bouleversé le commerce entre la Chine et l'Amérique Latine qui est caractérisé par une double asymétrie :

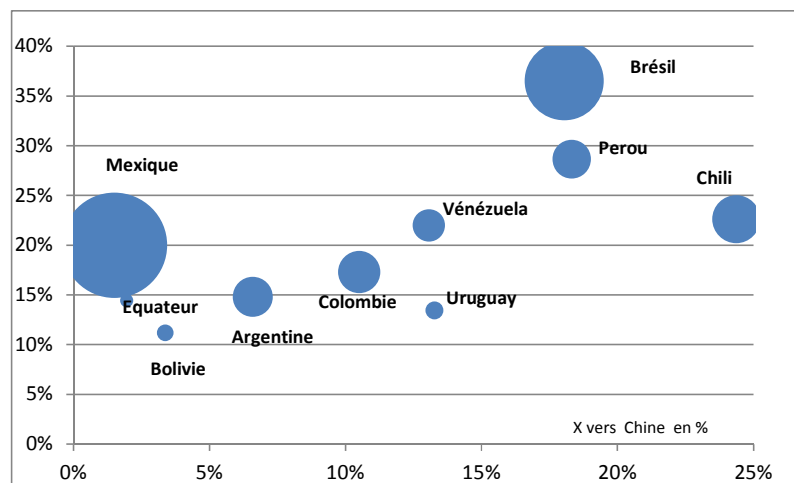
La Chine exporte des produits manufacturés dont une part croissante de produits intensifs en R&D vers l'Amérique Latine d'où elle importe des produits primaires (produits agricoles concentrés sur le soja du Brésil et l'Argentine¹, énergie d'Equateur et du Venezuela, produits miniers du Brésil et du Chili) dont les cours se sont effondrés depuis deux ans.

Alors que la Chine est un partenaire incontournable de l'Amérique Latine, cette dernière pèse autant que la Corée du Sud dans le commerce extérieur chinois. Les trois quarts de ce commerce se concentrent sur le Brésil, le Mexique, l'Argentine et le Venezuela. La Chine est le premier partenaire du Brésil devant les Etats-Unis (10%), et également du Chili (25%), de l'Uruguay (22%) et du Pérou (18%). Ce commerce a une grande importance pour le Chili (10 % de son PIB), le Pérou (7%) et la Bolivie (6%), et une moindre importance pour l'Argentine (4 %) et le Brésil (3 %)

Ces deux asymétries ne sont pas sans conséquences sur les négociations entre la Chine et l'Amérique Latine et ce d'autant plus que, souligne David Shambaugh, un spécialiste de la Chine, si Beijing a une stratégie vis-à-vis de l'Amérique Latine, cette dernière n'en a pas vis-à-vis de l'Amérique Latine.

Graphique 2 : Part de la Chine dans les exportations (axe des ordonnées), exportation/PIB (axe des abscisses) et montant des exportations vers la Chine (taille des cercles) en 2014

¹ 78% pour les graines de soja et tourteaux et 6% pour l'huile de soja en 2011 (Ocde/Caf/Cepal, 2014 et 2016)



Sources : à partir des données FMI direction of trade

Indiquant en abscisse la part de la Chine dans les exportations des plus grands pays latino-américains et en ordonnées, la part de leurs exportations totales dans leur PIB, le graphique 2 permet d’apprécier la vulnérabilité de ces pays à l’économie chinoise. Selon cette approche, le Brésil, le Chili, le Venezuela et le Pérou sont ainsi les plus vulnérables, et le Mexique l’est beaucoup moins. Cette approche qui privilégie deux variables est insuffisante car outre le degré d’ouverture et l’importance relative des échanges avec la Chine, il faut considérer les effets du commerce avec la Chine sur le tissu industriel, la nature des produits exportés et leur modalité de participation à la chaîne internationale de la valeur.

Le Mexique exporte très peu de matières premières à la Chine d’où il importe énormément des produits manufacturés nécessaires à son industrie de transformation. Pour un dollar qu’il exporte à la Chine, il en importe dix fois plus². Son commerce avec la Chine et plus exactement la manière dont il se pratique, participe à la désindustrialisation de plusieurs secteurs tournés vers son marché intérieur. Dès lors, son secteur industriel affaibli est source de vulnérabilité. La menace chinoise, appréciée par un indice élaboré par Lall, est plus prononcée sur le Mexique que sur le Brésil, son indice de « menace concurrentielle » étant plus élevé³.

La primarisation des exportations latino-américaines a des explications d’ordre conjoncturel : l’envolée des cours des matières premières qui a réduit la part (en valeur) des exportations des

² Monitor de la OFDI de China en México Año 1 - Número 1 - Marzo de 2016 ,sous la direction de Enrique Dussel Peters y Samuel Ortiz Velásquez ,

³ Indice de « menace concurrentielle » en %, 2000, 2005, 2010, 2013 Mexique et Brésil

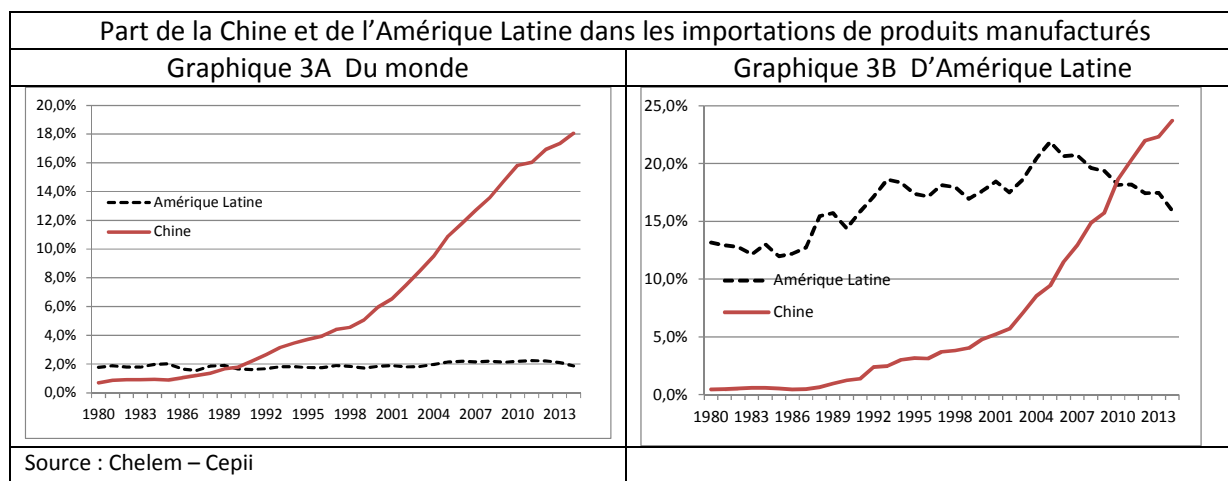
	2000	2005	2010	2013
Mexique	47,59	44.812	46.168	41.942
Brésil	26.174	21.76	12.726	14.197

Source : Ocde/Caf/Cepal, 2016, p.110. Cet indice se réfère mesure le pourcentage des secteurs (4 chiffres) dans lesquels les exportations chinoises ont un taux de croissance supérieur à celle des autres pays entre 2000-2012

produits manufacturés) et structurelles avec l'érosion de la part de marché de l'industrie latino-américaine en Amérique Latine et dans le monde.

Les marchés d'Amérique Latine comme ceux d'Afrique sub-saharienne ont été davantage « envahis » par les produits chinois que les marchés asiatiques : l'industrie est plus compétitive et ces pays ont érigé plus de barrières pour se protéger. Alors que Bruxelles hésite à accorder le statut d'économie de marché à la Chine (que Washington refuse de lui accorder), une quinzaine de pays latino-américains l'ont accordé dans le cadre d'accords bilatéraux où les Chinois ont présenté cette clause comme normale.

L'essor de la Chine s'est accompagné d'une lente érosion de la position de l'industrie manufacturière latino-américaine sur le marché mondial (Graphique 3 a) et sur les marchés d'Amérique Latine (Graphique 3 B) où les latino-américains sont dépassés par les produits chinois depuis 2009. En 2000, la Chine et le Mexique assemblaient chacun 5 % des ordinateurs fabriqués dans le monde, en 2015, plus de la moitié est assemblée en Chine (Callagher 2016). Selon J C Batista, les exportations latino sont inférieures de 9 pour cent de ce qu'elles auraient été si la Chine n'avait pas élargi sa part de marché aux Etats Unis. Selon Rebecca Ray et K P Gallagher (2015 China Latin America Bulletin), un peu plus des trois quarts des exportations latino-américaines ont vu leur compétitivité s'éroder vis-à-vis des exportations chinoises entre 2003 et 2013. Caractérisés par une structure d'exportation plus proche de celle de la Chine, les Caraïbes et le Mexique, sont les plus touchés. Les deux tiers des adhérents de la confédération brésilienne de l'industrie⁴ ont souffert de la concurrence chinoise, les plus concernés étant les fabricants de chaussure, de motocyclettes, de tubes en acier et de meubles ; cette concurrence s'étend aux produits à plus forte valeur ajouté.



Les échanges intra-branche jouent un rôle assez faible (entre 5 % et 15 %⁵ selon les pays) dans le commerce entre la Chine et l'Amérique Latine car, la plupart des pays - hormis le Mexique et des pays d'Amérique Centrale - sont peu intégrés dans les chaînes internationales de valeur dans lesquelles la Chine occupe une place souvent importante.

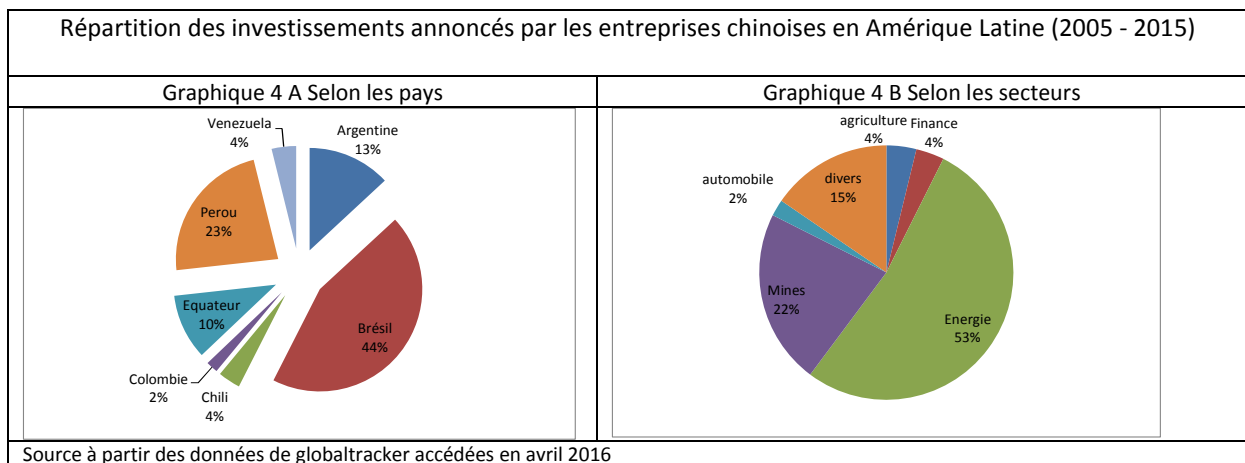
⁴ Rhys Jenkins et Alexandre de Freitas Barbosaa Fear for manufacturing ? China and the future of industry in Brazil and Latin America dans Julia Strauss et Ariel Armony, 2012, From the Great Wall to the New World, China and Latin America in the 21 st century Cambridge University Press

⁵. L'indicateur $GL = 1 - \frac{[\sum(X_i - M_i)]}{\sum(X_i + M_i)}$, où M_i représente les importations du produit i et X_i les exportations du produit i , est calculé ici à partir d'une désagrégation du commerce mondial en 72 postes de la base Chelem.

Investissement : la Chine achète-t-elle l'Amérique Latine ?

Les premiers investissements chinois en Amérique Latine datent des années 1980 et jusqu'en 2005, la présence de la Chine relevait de l'anecdote. La stratégie de « Go out », formalisée lors du dixième plan quinquennal chinois (2001-2006), a marqué le démarrage des investissements chinois dans le monde. Si elle demeure un des plus grands pays d'accueil des IDE, la Chine est devenue le second investisseur (en flux) à l'étranger. La répartition géographique et sectorielle de ses investissements n'est pas bien connue. Selon le Mofcom, l'Amérique latine n'est pas une destination majeure de la Chine qui y dirigerait 15,3% de ses investissements contre 65% en Asie en 2010. Ces statistiques ne sont pas pertinentes car les trois quarts des investissements se dirigent vers des places financières (Hong Kong, Luxembourg, îles Caïman, îles Vierges) qui servent de relais vers d'autres destinations. Ainsi l'acquisition de 40% de Repsol-Brésil par la Chine apparaît comme un achat ... luxembourgeois. Une analyse de la CEPAL montre qu'entre 2010 et 2015, le Brésil aurait reçu 56% des investissements chinois en Amérique Latine, le Pérou 16%, l'Argentine 15%, le Venezuela et la Colombie avec chacun 5%⁶.

Pour contourner ces incertitudes, la fondation américaine Heritage a construit une base de données sur la base des annonces des projets de plus de 100 millions de dollars annoncés par les entreprises chinoises. Retenir ce seuil exclut de nombreux investissements et suivre des projets surestime la présence chinoise : cette base donne des indications sur la géographie à venir des investissements chinois. Le montant cumulé (2005 – décembre 2015) des investissements atteindrait de 75 milliards de dollars en Amérique Latine, soit 10 % du total mondial. Le Brésil (Graphique 4 A) aurait reçu le plus d'investissements, devant le Pérou (23 %), l'Argentine (13%) et l'Equateur (10 %). Une répartition un peu différente de celle du commerce et qu'explique la structure sectorielle de l'investissement chinois : les trois quarts vont dans l'énergie et les mines (Graphique 4 B) et sont le fait des entreprises d'Etat (Sinopec dans Encana en Equateur et PetroChina, CNPC dans PlusPetrol Norte au Pérou, Sinopec en Colombie....) et les entreprises privées investissent dans les services et le secteur manufacturier (dans la FTZ de Manaus au Brésil, TLC dans la Terre de Feu en Argentine).



Deux facteurs expliqueraient la progression rapide de ces investissements: la dépréciation des monnaies latino-américaines qui les rendent moins coûteux ; les négociations entre la Chine et les

⁶ Voir E. Dussel Peters et S. Ortiz Velasquez (coordinateurs) : Monitor de la OFDI de China en Mexico, n°1, Mars 2016.

Etats latino-américains, notamment le Brésil, qui ont abouti à des promesses d'investissements directs, notamment dans le secteur industriel, pour compenser la montée des importations chinoises.

Selon le Financial Times et le Bureau Van Dijk (voir China-Latin American bulletin, *op.cit*), les IDE chinois, de plus de 10 millions de dollars, à destination de l'ensemble de l'Amérique latine, de type *Greenfield* seraient de 31,3 milliards de dollars et les fusions-absorptions de 18,8 milliards de dollars, entre 2011 et 2015. Ces deux types d'investissements diffèrent dans leur composition. Alors que les investissements de type *Greenfield* concernent principalement le secteur manufacturier (20%), l'agriculture (18%), la logistique (15%), les communications (14%), la finance et l'immobilier (14%), les acquisitions privilégient le pétrole (39%), le secteur extractif (37%), le secteur manufacturier ne représentant que 1%. La stratégie de la Chine est ainsi assez différente de celle qu'elle développe vis-à-vis des pays avancés. Son objectif n'est pas l'acquisition de technologies étrangères mais la sécurisation d'un approvisionnement en matières premières. Les fusions-absorptions dans le secteur manufacturier, quasi - inexistantes en provenance de Chine, s'élèvent à 13% pour le reste du monde. Les investissements directs chinois dans le secteur manufacturier privilégient le Brésil et l'Argentine.

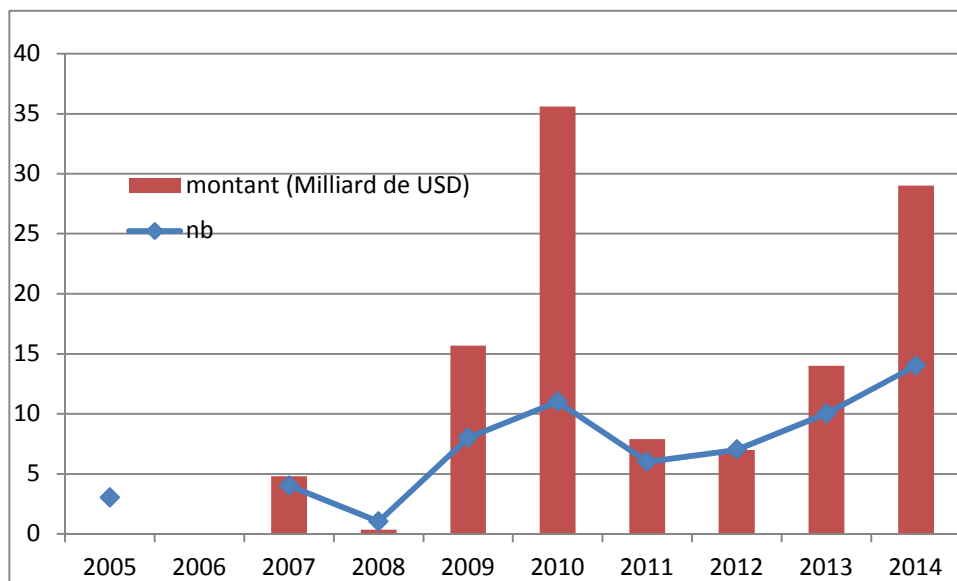
Toutefois, si les investissements chinois ont fortement progressé, la Chine, « tard venu » en Amérique Latine, n'occupe qu'un strapontin dans une région toujours dominée par les Etats Unis et l'UE : au cours des dix dernières années, les flux cumulés d'investissements chinois - source Heritage - en Amérique Latine représentent moins de (5 %) des flux cumulés dans la région selon les données de la CnuCED.

La Chine, banquier de l'Amérique Latine

Alors que les grandes banques publiques chinoises (China Development Bank, China Ex Im bank et People's Bank of China) sont actives en Afrique Subsaharienne depuis une vingtaine d'années, leur entrée en Amérique Latine est à la fois plus récente et plus massive. Entre 2007 et 2014, la CDB a proposé plus de financement à l'Amérique Latine que les autres banques de développement opérant dans la région selon Callagher (2016).

Selon la Banque Interaméricaine de développement (BID), entre 2005 et 2014, les banques chinoises ont proposé 120 milliards de dollars à quinze gouvernements latino-américain, à comparer avec 70 milliards pour la BID et 67 milliards pour la Banque Mondiale. La fréquence s'est accélérée et les montants sont passés par un pic en 2010.

Graphique 5 Evolution des prêts des banques chinoises à l'Amérique Latine - milliards de dollars et nombre



Source : à partir des données de http://www.thedialogue.org/map_list/ accédées en avril 2016

Un peu plus de la moitié a été contracté par le Venezuela qui avec un encours de 65 milliards de dollars, soit 17 % de son PIB est le plus endetté vis-à-vis de la Chine devant le Brésil et l'Argentine et l'Equateur (depuis son offensive contre la dette illégitime et sa rupture avec les IFIs en 2007).

Dans la majorité des cas, il s'agit de lignes de crédit à des taux commerciaux proposés par la CDB et de montant moyen (1,8 milliard) est très élevé. La structure sectorielle des prêts chinois est plus complémentaire que concurrente de celle des bailleurs internationaux : près de 90% des montants financent des projets dans le domaine des infrastructures, de l'énergie et des mines, alors que les banques de développement leur consacrent un tiers de leurs prêts.

Tableau 1 Les prêts chinois à l'Amérique Latine (cumul à décembre 2015)

	nb	Montant (Milliards de dollars US)	Ex – Im	CDB	% PIB
Argentine	8	15,3	0,18	15,12	3%
Bahamas	2	0,99		0,99	
Barbade	1	0,17		0,17	
Bolivie	6	1,6	0,96	0,64	5%
Brésil	8	21,8	4,5	17,3	1%
Costa Rica	1	0,39	0,39	0	1%
Equateur	11	15,2	8,6	6,6	15%
Guyanne	1	0,1		0,1	3%
Jamaïque	9	1,5	1	0,5	10%
Mexique	1	1	1	0	0%
Perou	1	0,05		0,05	0%
Trinidad	2	2,68	2,5	0,18	4%
Venezuela	17	65	4,4	60,6	17%
Ensemble	68	125,78	23,53	102,25	2%

Source : à partir des données de http://www.thedialogue.org/map_list/ accédées en avril 2016

Les annonces de prêt à l'Amérique Latine dépassent les annonces faites aux pays d'Afrique subsaharienne sans que l'on connaisse leurs conditions (maturité, délai de grâce, taux) ; certains seraient remboursés en exportation de matières premières comme dans le cas de l'Equateur et du Venezuela. Il n'existe en outre aucune donnée sur l'état des décaissements. Or comme l'a révélé l'enquête collective menée par Deborah Brautingam⁷ sur les prêts à l'Afrique subsaharienne les décaissements peuvent être bien inférieurs aux encours annoncés: il apparaît en effet que le taux de décaissement des 1000 prêts conclus en Afrique a été de 55 %, aussi contrairement à ce que laisse penser les annonces, les banques chinoises prêtent moins à l'Afrique que la Banque Mondiale.

Enfin, la Chine encourage l'internationalisation du Rmb en incitant ses entreprises à l'utiliser pour la facturation de leurs exportations. Un mouvement qui augmentera avec l'introduction du RMB a dans le panier de composition du DTS. La PBOC a négocié des accords de swap avec les Banques Centrales d'Argentine (11 milliards de dollars) et le Brésil (30 milliards de dollars). Le pourcentage du commerce chinois facturé en Rmb est ainsi passé de 0 à 16 % , une progression qui pourrait permettre d'atteindre l'objectif de 50 % en 2020.

II L'IMPACT , LE CAS DU BRESIL

Le Brésil, pays le plus industrialisé de la région, est le principal partenaire commercial de la Chine et le premier pays hôte des investissements chinois en Amérique Latine. La Chine est-elle responsable de sa faible croissance du Brésil et de sa désindustrialisation ?

Il n'est nul besoin de se référer aux étapes de développement théorisées en son temps par Rostow pour reconnaître qu'il y a des parcours porteurs d'avenir et d'autres qui le sont moins ou pas du tout. Le graphique X distingue les pays selon, en ordonnée, la valeur ajoutée par habitant en dollars et, en abscisse, la part du secteur manufacturier dans le PIB, le croisement de l'ordonnée et de l'abscisse se situant à 3000 dollars et 18%.

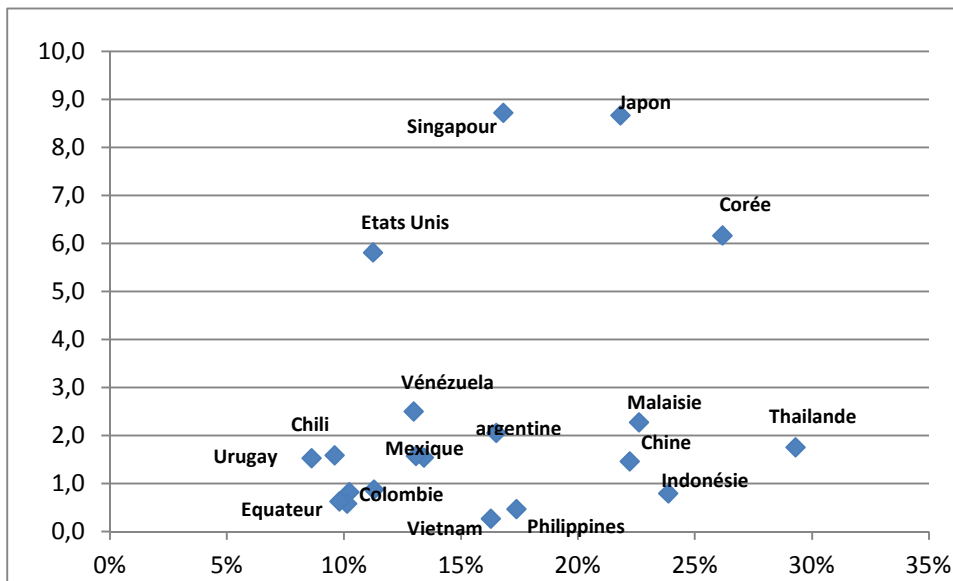
Les pays latino-américains sont caractérisés par une faible densité industrielle et un poids faible de leur secteur manufacturier dans le PIB est également faible ; les pays d'Asie du Sud Est et la Chine par une densité relativement faible et une part du secteur manufacturier dans le PIB plus importante et la Corée par une forte densité. Dans les pays avancés, l'augmentation du poids des services

s'accompagne de la désindustrialisation

Article en cours

Part de la Va manufacturière dans le PIB (abs) et VA manuf / capita (A COMPLETER)

⁷ <http://www.sais-cari.org/data-chinese-aid-to-africa>

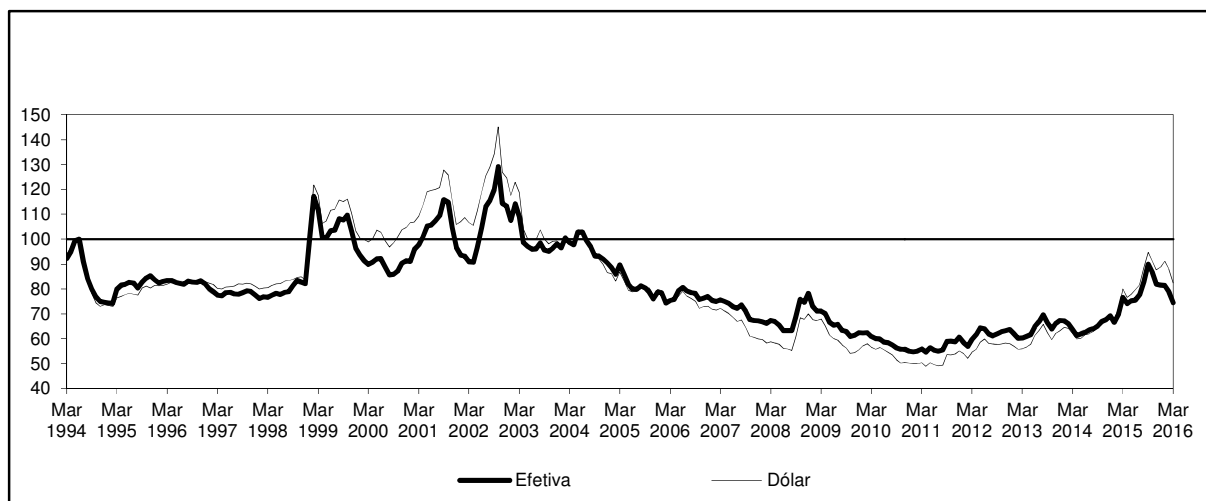


A partir des données de la Banque Mondiale

Cette situation est l'aboutissement d'un parcours qui est une illustration de la loi de Kaldor. Entre 1935 et 1980, les économies latino-américaines ont suivi un parcours différent, elles n'ont jamais suivi une trajectoire comme la Corée, en accroissant leur densité industrielle, et la part du secteur manufacturier a diminué du fait de la reprimarisation. Faut-il alors lier la croissance modeste, relativement volatile et peu durable de ces économies à leur incapacité à augmenter le poids du secteur manufacturier dans le PIB ? Peut-on expliquer la désindustrialisation du Brésil par sa reprimarisation et ses relations avec la Chine ? Enfin peut-on attribuer à la Chine la responsabilité de la faible croissance brésilienne et aujourd'hui de la crise qui serait provoquée par la baisse du cours des matières premières ?

Le Brésil, ainsi que de nombreux autres pays d'Amérique latine ont échappé à la contrainte externe grâce à l'entrée de capitaux de l'étranger et à la hausse du cours des matières premières et de la forte augmentation des volumes exportés. Cette double hausse a été alimentée par la forte croissance exceptionnellement longue de la Chine. L'abondance de devises a déclenché un processus d'appréciation de la monnaie nationale de 2004 à 2011, sans que les gouvernements successifs aient cherché à le ralentir, sauf de manière erratique de 2011 à 2014, lors de la première présidence de Dilma Rousseff.

Taux de change réel effectif du Brésil de février 1999 à Avril 2016 (base 100 n 1994)



Source Banque Centrale du Bresil Rappelons qu'une courbe décroissante signifie une appréciation de la monnaie nationale. Les taux de change sont exprimés en termes réels afin de tenir compte des différentiels d'inflation avec les Etats-Unis

L'appréciation de la monnaie nationale par rapport au dollar est un obstacle à une plus grande compétitivité, non seulement parce qu'elle rend moins coûteux les produits importés et à l'inverse plus chers les produits exportés, mais aussi parce qu'elle décourage l'investissement dans le secteur exposé, permet une spéculation immobilière et d'une manière générale réoriente les investissements dans les secteurs non exposés et dans le secteur produisant des matières premières. Au final le taux d'investissement peine à croître, fléchit dans le secteur industriel et rend difficile le maintien d'un taux de croissance du PIB à un niveau élevé.

Tableau Taux d'investissement et d'épargne brute, taux de croissance du PIB, 2010-2015

	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Taux d'investissement	20.5	20.6	20.7	20.9	20.2	18.2
Taux d'épargne	17.9	18.5	18	18.4	16.2	14.4
Croissance du PIB	7.5	3.9	1.9	3	0.1	-3.8

Source : IBGE

La relative faiblesse du taux d'investissement dans le secteur industriel n'est pas propice à une augmentation de la productivité du travail et ce d'autant plus que l'effort en termes de recherche et développement n'est pas conséquent (1% du PIB) comparé à ce que font la Corée (4%) ou la Chine (2,1%). La productivité du travail dans le secteur industriel croît relativement peu : 17% entre 2004 et 2015. Le salaire réel moyen augmente de 34% dans la même période, davantage que la productivité.

Les trois composantes du coût unitaire du travail évoluant défavorablement (appréciation de la monnaie qui se reflète dans les prix importés, hausse des salaires qui dépasse une productivité en très faible croissance), la compétitivité décline et d'autant plus rapidement que les biens produits sont sophistiqués, à l'exception de quelques branches comme l'aéronautique. On comprend dès lors que la balance commerciale de produits de l'industrie de transformation soit devenue négative en

2008, puis de plus en plus négative jusque 2014 (plus de 25 milliards de dollars de déficit⁸). L'élargissement de la demande, suite à l'augmentation des salaires, n'a pas engendré une **augmentation** de la production industrielle mais des importations.

La production industrielle stagne et s'effondre avec la crise. Pour un indice 100 en 2002 (donnée désaisonnalisée), elle atteint un pic de 105,5 en juin 2013, puis 99 en novembre 2014, et 85 en janvier 2016 et 83 en février 2016. En dépit d'une reprise des exportations, l'industrie poursuit son déclin. Si on ne tient pas compte de la crise de 2015-2016, en onze ans l'industrie de transformation n'a pas augmenté. Passé un certain stade de développement, il est habituel de constater une baisse relative de la part du secteur industriel dans le PIB mais en Amérique Latine, ce phénomène débute beaucoup plus tôt que dans les pays avancés. La part de l'industrie de transformation brésilienne dans l'industrie de transformation mondiale (en valeur ajoutée) est de 1,8% en 2005 puis en 2011 de 1,7% après avoir été de 2,7% en 1980, selon la banque de données 2013 de l'UNCTAD **alors que celle-ci** a progressé de 9,9%, en 2005 à 16,9% en **2011**. **Elle** baisse donc relativement au Brésil alors qu'elle augmente fortement en Chine. Les exportations de produits manufacturés régressent en termes relatifs au Brésil, de 53% de la valeur des exportations en 2005 à 35% en 2012, au profit de celles de matières premières agricoles et minières et ce n'est que depuis février 2016 qu'elle augmente à la forte dévaluation et de la chute du cours des matières premières. La part des produits importés dans la consommation apparente brésilienne est passée de 14 % en 1996 à 20 % en 2010, et celle des produits chinois de 1 à 5 % (source Jenkins et de Freitas Barbosa).

Est-ce la faute de la Chine ou **bien** des politiques menées par les différents gouvernements ? La désindustrialisation observée fait penser à la « maladie hollandaise ». **Celle-ci n'est cependant** n'est pas inéluctable. La voie pour sortir du piège rentier est étroite, elle existe. Les gouvernements brésiliens ont préféré ne pas l'emprunter persuadés que la hausse du cours des matières premières **se** poursuivrait et permettrait de mener une politique visant à réduire les inégalités salariales, de diminuer la pauvreté en laissant les 1% les plus riches s'enrichir davantage. La reprimarisation a consolidé des comportements rentiers qui étaient les legs du passé.

Une reprise de la croissance *via* une ré-industrialisation est possible. La période faste du *boom* des matières premières paraît révolue. Reste que cette activité continue à procurer beaucoup de devises au Brésil. Celles-ci pourraient servir de tremplin pour une insertion plus positive dans la division internationale du travail. Qu'on songe aux exportations de produits agricoles. Celles-ci pourraient incorporer davantage de valeur ajoutée et être en adéquation avec l'évolution des consommations en Chine comme le préconise l'IPEA. D'une manière plus générale, la ré-industrialisation nécessite que cinq conditions soient satisfaites : 1/ un accroissement important de la productivité du travail diminuant le coût unitaire du travail ; 2/ la remise en question de la logique des économies rentières qui limite le taux d'investissement à une portion congrue grâce à une politique industrielle active de l'Etat visant à aider des secteurs de pointe – et non l'ensemble de l'industrie - et pouvant nécessiter des mesures protectionnistes ciblées et temporaires ; 3/ une politique active ayant pour objectif de neutraliser l'appréciation de la monnaie ; 4/ une réforme fiscale permettant de diminuer les inégalités de revenus et d'améliorer le pouvoir d'achat de la population pauvre, vulnérable et des

⁸ Ce n'est qu'à partir du second semestre que ce déficit se réduit suite à la maxi dépréciation de la monnaie (d'octobre 2014 à octobre 2015, la dépréciation nominale est de 47,24% selon la Banque centrale, soit 37% en terme réel). Ce n'est qu'en fin 2015 que les exportations augmentent, les mois passant, de plus en plus fortement. Le solde négatif de la balance commerciale de produits industriels disparaît alors et le solde de la balance commerciale devient de plus en plus positif malgré la chute des cours des matières premières..

couches moyennes basses (émergentes) et de financer des services publics de qualité (éducation, santé...); 5/ une politique facilitant l'accès au crédit des pauvres et des couches vulnérables. Qu'une de ces conditions ne soit pas satisfaite rend plus aléatoire le succès d'une politique de croissance tirée par l'essor du marché intérieur.

III PERSPECTIVES A COURT ET MOYEN TERME

Entre 2000 et 2013, l'Amérique Latine a connu un « boom Chinois ». Le sous-sol latino-américain recelait les ressources convoitées par l'industrie chinoise, aussi l'Amérique Latine a-t-elle bénéficié de l'envolée des cours de l'énergie, du minerai de fer et de cuivre. Interrompant deux décennies de déclin, ce mouvement annonçait la naissance d'un « super-cycle⁹ » qui s'est interrompu en 2012.

L'Amérique Latine, quel risque pour la Chine

La Chine mène une diplomatie du « carnet de chèque » en Asie, en Afrique sub-saharienne et en Amérique Latine. Une pratique qui n'est pas sans risque. En Afrique subsaharienne la Chine a déjà eu à faire à des mauvais payeurs et elle a rééchelonné des créances d'un montant limité dans des conditions peu transparentes. La situation se présente de façon très différente en Amérique Latine. D'une part, les montants sont plus élevés, d'autre part ces pays sont plus transparents. L'encours chinois - il n'y a pas de données sur les décaissements -, deux fois plus important que sur l'Afrique sub-saharienne, se concentre sur des pays à risques dont le Venezuela, l'Argentine et l'Équateur qui, par le passé ont déjà fait des défauts de paiements. La situation la plus pressante concerne Venezuela. Comme l'indiquent des articles de presse, après avoir massivement prêté au Venezuela les banques chinoises ont commencé à rééchelonner des dettes depuis 2014¹⁰ tout en proposant de nouvelles lignes de crédit au pays qui s'enfonce dans la crise. La situation de l'Équateur qui a emprunté 11 milliards de dollars à la Chine et obtenu une rallonge de 7,5 milliards en 2015, est également inquiétante.

La Chine, désormais principal créancier de plusieurs pays africains et latino-américains (Venezuela, Equateur), n'a pas répondu aux sollicitations des pays avancés pour adhérer au Club de Paris où elle a un statut d'observateur. Le défaut d'un pays latino-américain, créerait une situation sans précédent. Quelle sera son attitude - sa dette est gagée sur des exportations de pétrole - face aux autres créanciers, à commencer par les Institutions Financières internationales ? Le Club de Paris se transformera-t-il en Club de Pékin ? Que fera la Chine si un défaut de paiement amenait un gouvernement qui, à l'instar de l'Équateur en 2007, dénoncerait les dettes comme illégitimes ?

La Chine de la décennie 2020 : quelle complémentarité avec l'Amérique Latine ?

Il est peu probable que le commerce entre l'Amérique Latine et la Chine et l'investissement chinois atteignent les objectifs 2020 (respectivement 500 milliards et 250 milliards de dollars) annoncés par Xi Jinping lors de son périple dans la région bien qu'ils aient fortement progressé en 2015 et au premier semestre 2015. Il est également improbable que les cours des minerais connaissent une reprise analogue à la flambée de la décennie 2000. La croissance de la Chine ralentit et elle traverse une période de transition caractérisée par le déclin des secteurs traditionnels et l'émergence de

⁹ défini par Heap (2005) comme une tendance prolongée à l'augmentation des prix réels des matières premières causée par l'urbanisation et l'industrialisation d'une « grande économie ».

¹⁰ <http://www.wsj.com/articles/china-loosens-debt-terms-for-venezuela-1416858616> et <http://www.forbes.com/sites/kenrapoza/2016/02/02/will-china-rescue-venezuela/#3eca0add7928>

nouveaux secteurs (services, énergies non renouvelables, biotechnologies...). Ce changement et l'utilisation plus efficace des matières premières¹¹ et les progrès réalisés par l'économie circulaire¹², diminuer leurs importations par la Chine. Un point oublié par ceux - Callagher 2016, BID 2012 - qui envisagent une reprise de la demande chinoise de matières premières adressée à l'Amérique Latine.

A moins d'une crise grave, l'économie chinoise continuera à un rythme modéré et deviendra première économie mondiale en termes de PIB. Compte tenu de sa taille, sa contribution à la croissance mondiale sera supérieure à ce qu'elle était vers 2005 lorsqu'elle caracolait à 10 % l'an. Entre temps, les moteurs de sa croissance se seront modifiés. Elle s'appuiera davantage sur le marché domestique dynamisé par l'urbanisation¹³ et les dépenses de services (santé qui bénéficie de la mise en place d'une sécurité sociale) et éducation (liée à la montée en gamme de l'économie) augmenteront le plus rapidement de même que les activités liés à la restauration d'un environnement dégradé. Si elle restera encore longtemps le premier consommateur d'énergie fossile, la Chine d'ores et déjà le premier acteur pour les énergies renouvelable, ne sera plus un marché aussi dynamique pour le pétrole (Mathews 2014).

Outre ses besoins en matières premières et énergie, la nouvelle économie chinoise offrira des débouchés aux exportateurs de produits industriels (bon marché ou de haut de gamme) et de services (tourisme). Elle sera toutefois moins complémentaire des économies latino-américaines qu'elle l'avait été pendant le « China boom » sauf si celles-ci parvient à modifier ses exportations vers plus de valeur ajoutée, s'adaptant ainsi aux évolutions de la demande de la Chine (Viera et alli). La complémentarité se déplacera des biens aux capitaux et l'Amérique Latine - et d'autres régions - pourrait bénéficier de l'épargne chinoise qui restera encore longtemps abondante. Car si la Chine investit plus qu'elle ne consomme, elle épargne également plus qu'elle n'investit. Mesurée en dollar, son épargne représente en 2014 un quart de l'épargne mondiale devant celle des Etats Unis, 16 %, du Japon 6 % et de l'Allemagne 5 %. A moyen terme, l'ouverture probable du compte de capital permettra à cette épargne à s'investir à l'étranger.

Références bibliographiques

CEPAL, 2016, *Latin American Economic Outlook 2016: Towards a new Partnership with China*

K C Fung et Alicia Garcia Hererro, 2012, *Sino Latin American economic relations*, Routledge 290 p

Chaponnière Jean-Raphaël et Lautier Marc (2014), *Les économies émergentes d'Asie, entre Etat et Marché*, Armand Colin, Collection U

Kevin P. Gallagher and Roberto Porzecanski, 2010, *The Dragon in the Room China and the Future of Latin America* Stanford University Press 182 p

Kevin P. Gallagher, 2016, *The China triangle: Latin America's China boom and the fate of the Washington consensus* Oxford University Press

¹¹ Alors que la consommation per capita d'acier ou de cuivre de la Chine est proche de celle constatée au Japon ou en Corée lorsque leurs niveaux de revenu étaient proches (en ppa), la consommation de minerai rapportée au PIB est beaucoup plus élevée qu'au Japon et en Corée ce qui témoigne de nombreuses et leurs corrections influencera la trajectoire de consommation à l'avenir (Chaponnière 2012)

¹² l'économie circulaire désigne l'ensemble des activités de réduction, de réutilisation et de recyclage menées durant le processus de production, de distribution et de consommation

¹³ d'ici 2030, la population urbaine augmentera de 260 millions et la Chine

John Mathews, 2014, *Greening of capitalism : How Asia is driving the next great transformation*
Stanford University Press

Adrian H Hearn, Jose Luis Leon Manriquez, 2011, *China engages Latin America* Lynne Rienner 325
pages

Rhys Jenkins, 2010, China's Global Expansion Journal of Latin American Studies, Vol. 42, No. 4
(November 2010), pp. 809-837

He Li, 1991, *Sino Latin American economic relations*, Praeger 177 pages

(Dans les perspectives, il envisage des TT de l'AmLatine vers la Chine)

Salama Pierre (2012), *Les economies émergentes latino-américaines, entre cigales et fourmis*,
Armand Colin, Collection U

Vieira Pedro, Abel, y Buainain, Antônio Marcio y Covolan Figueiredo, Eliana Valeria (2016), « O Brasil
alimentará a China ou a China engolirá o Brasil? », *Revista Tempo do Mundo* , Brasil, IPEA, vol 2 n° 1,
pp.51-82

Walton Look Lai, Tan Chee Beng, 2009, *The Chinese in Latin America and the Caribbean*, Brill 242 p

Arnold J Meagher, 2008, *The Coolie Trade: The Traffic in Chinese Laborers to Latin America* Hardcover